

rées mondiales comme le blé et du partage, selon des contingents, des marchés disponibles qui pourraient avoir besoin de ces denrées. Si cette conférence échoue, l'avenir est certainement sombre.

La nouvelle du retrait de l'Argentine de la conférence, l'autre jour, était décourageante. Il suit de là que l'Argentine, l'une des grandes nations exportatrices de blé, qui produit du blé tendre dont l'emploi est assez courant dans les meuneries de Grande-Bretagne et d'Europe, suscitera un élément de concurrence contre le commerce international d'échange des denrées. Notre espoir de parer à une crise économique repose exclusivement sur l'aptitude des gouvernements actuels à s'entendre sur le plan international pour faire le troc de leurs denrées quoi qu'il en coûte, pour faire l'échange de leurs produits et surmonter les obstacles qui entravent un tel échange.

On nous a dit dans le passé que nous ne pourrions écouler notre production agricole en raison de la valeur de la monnaie canadienne comparativement à la livre britannique dans la zone du sterling, à celle de la monnaie instable et à la monnaie ferme américaine. Le cours du change ne doit pas aujourd'hui paralyser le mouvement des marchandises. Autrement, nous verrons bientôt les gouvernements qui désirent rester au timon des affaires entrer dans la voie du suicide, dans la voie qui conduit inéluctablement à l'impossibilité d'écouler les excédents de marchandises et, dès lors, ils se verront en face d'une crise économique dans laquelle ils entraîneront les autres.

Bien que le Gouvernement n'ait pas énoncé d'avis ni de programme à ce sujet, j'espère qu'il est prêt à troquer des denrées avec un pays qui acceptera nos produits. J'ignore si le Gouvernement consentirait à rompre avec la grande république voisine. Je constate qu'il tend à nous mettre de plus en plus sous la dépendance des États-Unis en nous assujétissant au dollar américain et en nous liant dans tellement de domaines, que nous formons presque un État secondaire de cette république. Le dollar canadien peut-il s'affirmer indépendamment du dollar américain? Les cultivateurs et leurs organismes s'inquiètent à ce sujet. C'est le plus grand problème du temps de paix qui se pose au Canada. Voilà peut-être ce qui explique pourquoi la question a fait l'objet d'un si grand nombre de discours pendant le présent débat.

Les cultivateurs savent que la valeur de leurs produits peut fléchir du soir au lendemain, mais non celle des articles qui leur sont indispensables. Ils sont obligés de se les procurer au prix que leur dictent les fabricants. Les cultivateurs, toutefois, ne sont pas en mesure d'imposer aux consommateurs

le prix auquel se vendront les produits de la ferme. Comme l'exploitation agricole est leur gagne-pain, ils ne peuvent l'abandonner. Ils doivent produire, même à perte, comme pendant les années 1930. Il leur faudra peut-être s'endetter, eux et leurs familles, comme des centaines ont dû le faire dans l'Ouest pendant la crise, sacrifiant leur terre, leur foyer et leurs économies aux sociétés hypothécaires.

Il est un aspect du régime actuel de l'écoulement des céréales et des denrées agricoles par tout le Canada qui, étant donné la gravité de la situation à laquelle nous devons faire face, est de la plus haute importance. Il est manifeste que les cultivateurs eux-mêmes ont décidé de sa mise au rancart. Je parle du régime d'écoulement fondé sur la spéculation. Ceux qui ont la haute main sur nos denrées décident chaque jour combien ils les paieront. Il nous faudra tenir des pourparlers et préparer nos marchés pour l'avenir. La distribution doit être organisée d'une manière démocratique. On a prétendu qu'il ne saurait y avoir d'organisation du marché sans enrégimentation, sans sacrifice de nos libertés. Cette thèse ne résiste pas à l'analyse. En effet, logiquement et même dans la pratique, les associations agricoles ont démontré qu'en s'organisant démocratiquement, elles peuvent représenter la volonté du peuple et que, par l'intermédiaire d'associations, les cultivateurs peuvent se réunir pour agencer leur production et organiser l'échange des denrées. Les coopératives agricoles dans l'Ouest, les Fermiers unis, la Fédération provinciale des agriculteurs, la Fédération canadienne des agriculteurs et l'Union coopérative du Canada prouvent bien que les cultivateurs canadiens savent au besoin s'organiser et travailler la main dans la main. Ils savent collaborer avec d'autres groupements démocratiques, avec des gens de leur sphère, discuter leurs problèmes et les résoudre à la satisfaction des gens qu'ils représentent, selon la formule démocratique.

Le caporalisme n'est pas indispensable. Il n'est pas nécessaire de livrer la Commission du blé à une bureaucratie, mais il faudra néanmoins un gouvernement favorable aux idées de ceux qui ont foi en quelques-uns des principes fondamentaux qu'ils défendent, afin que soit réalisée, au moyen de mesures législatives, l'organisation de notre commerce, de notre production et de notre distribution par l'intermédiaire de tels organismes.

Au cours des quelques dernières années, le progrès des groupements agricoles a constitué un phénomène remarquable et extrêmement heureux dans notre économie. Ils ont montré une grande aptitude pour l'organisation et le travail en commun. Ils sont devenus telle-